Monsieur le Président de la République,

Vous refusez de rencontrer les neuf organisations de retraités et les avez renvoyées vers le ministère des Solidarités et de la Santé, comme si leurs attentes se résumaient à des problèmes de santé. Jamais un Président de la République n'a eu une telle attitude à l'égard des retraités.

Vous vous apprêtez à réduire le pouvoir d'achat de dix millions d'entre eux, en considérant qu'au-delà de 1 200 € de pension pour une personne vivant seule, 2 042 € à deux pour un couple, un retraité est suffisamment aisé pour être à nouveau ponctionné. Alors que dans la 5e puissance du monde qu'est la France les riches n'ont jamais été aussi riches.

Vous tentez de neutraliser leur colère en affirmant qu'ils sont moins pauvres que les jeunes, ce qui est très largement faux et quand bien même ce serait vrai, ce n'est pas une raison pour les appauvrir un peu plus. Leurs pensions sont bloquées depuis 4 ans, ils subissent une fiscalité de plus en plus lourde, ils se sacrifient souvent pour aider leurs enfants et petits-enfants qui n'ont souvent d'autres choix que le chômage ou la précarité. Une telle méconnaissance des difficultés réelles dans lesquelles se débattent la grande majorité des retraités, Monsieur le Président, est incompréhensible. Or nous sommes 16 millions de citoyens, qui avons contribué largement aux richesses du pays que vous présidez et qui continuent d'y contribuer. Nous sommes opposés à la hausse de la CSG et voulons au contraire une revalorisation de nos pensions.

Nous vous demandons de recevoir dans les meilleurs délais les représentants des neuf organisations de retraité-e-s.

Nom	Prénom	Commune	Signature